

LES SIROPS MONIN INVESTISSENT DANS UN NOUVEAU SITE À BOURGES



AGROALIMENTAIRE **Berry.** Les Sirops Monin, installés au centre-ville de Bourges (Cher) s'approprient à investir 20 millions d'euros dans la réalisation d'un nouveau site situé en périphérie de l'agglomération berruyère, sur la zone d'activités de la Voie Romaine. Monin (150 millions d'euros de chiffre d'affaires, 400 salariés dont 160 à Bourges) va faire construire un bâtiment de 20.000 m² qui se déploiera sur un terrain de 16 hectares. Cette plateforme accueillera le siège social, des surfaces de stockage. Les capacités de production passeront de 25 millions à 50 millions de bouteilles par an. Ce programme devrait être réceptionné au premier trimestre 2016. La société réalise 75 % de son activité à l'export. ■

FACILITATEUR

D'ÉCHANGES

02 38 777 777

La COI Loiret à votre service

loiret.cci.fr

Vie d'entreprise → Loiret

EUROPE ■ Certaines économies de la zone euro sont confrontées à une menace de baisse durable des prix

Comment éloigner le risque de déflation

Voir l'économie tourner au ralenti, empêtrée dans le cercle vicieux de la déflation ? Le danger est réel. Pour y remédier, les solutions sont européennes.

Mathieu Villerooy

mathieu.villerooy@centrefrance.com

La crainte d'une déflation généralisée figure parmi les grandes craintes actuelles, en Europe. Elle se définit comme une baisse des prix observée sur une période de plusieurs trimestres.

De prime abord, plutôt une bonne nouvelle pour les particuliers. Mais, selon un avis unanime des économistes, les conséquences sont forcément négatives. Les particuliers diffèrent leurs achats. Confrontés à un recul de la demande, les entreprises produisent moins. Elles peuvent alors licencier ou baisser les salaires... Ce qui fait d'autant chuter la demande des particuliers. En clair, c'est un vrai cercle vicieux qui se met en place, dont il est particulièrement difficile de sortir. Le Japon tente de le faire, en vain, depuis vingt ans.

« La France n'y est pas encore. Mais la situation est inquiétan-



RELANCE. Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, envisage un plan de 300 milliards d'euros d'investissement à l'échelle des États membres. Photo APF

te. Lorsque je croise d'autres économistes, nous en discutons », reconnaît Raphaëlle Bellando, la directrice du Laboratoire d'économie de l'université d'Orléans.

Des banques fragiles

Mais, nuance l'universitaire,

« Le danger le plus important réside dans l'accroissement du coût réel de la dette. »

RAFAËLLE BELLANDO. Economiste

« Quand on parle de la déflation, on centre tout sur la consommation des ménages. À mes-

yeux, le danger le plus important réside dans l'accroissement du coût réel de la dette publique, c'est-à-dire celle des États, et privée, celle des entreprises et des particuliers. En cette période où les niveaux d'endettement sont importants, les États ou les entreprises vont-ils hésiter à investir ? Et le risque de défaut accru d'une partie de cette dette pourrait pénaliser également un secteur bancaire encore fragile, après les deux

grandes crises de 2007 et de 2011. »

Selon l'économiste, « le problème structurel de la zone euro réside dans l'existence de différences, entre pays membres, en particulier concernant le coût du travail. Une question originale qui n'a pas été tranchée. »

Or, en période de faible inflation, un rééquilibrage des coûts du travail oblige certains pays à baisser les salaires, ce qui n'est pas facile, ou plus probablement, à licencier, au risque de pénaliser encore la croissance. Alors, comme éloigner la me-

nace de déflation qui plane sur les économies européennes ? La solution monétaire, à savoir réduire le coût de l'argent, a atteint ses limites, « car nous sommes déjà au maximum de ce qui est possible ».

Solution outre-Rhin ?

Autre levier, le fait d'agir sur le taux de change, c'est-à-dire de faire baisser la valeur de l'euro par rapport aux autres monnaies, comme le dollar. « L'euro a baissé de 10 % depuis l'été. Mais on ne voit pas encore ses conséquences sur la demande, même si cela pourrait donner une bouffée d'oxygène aux entreprises françaises. »

Selon Raphaëlle Bellando, le plan européen de 300 milliards d'euros d'investissement proposé par le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, va dans la bonne direction.

Une des solutions réside probablement du côté de l'Allemagne, « avec l'instauration prévue d'un salaire minimum dans tous les secteurs de son économie pour rencherir le coût du travail et la mise en place, moins probable, d'une relance budgétaire. » Que la locomotive européenne accepte de redémarrer son train pour entraîner d'autres pays presque en panne... ■

► **Organisme national.** Depuis le mois de juin, Raphaëlle Bellando est aussi membre du Haut conseil de la stabilité financière, dont les réunions sont trimestrielles. Présidé par le ministre de l'économie, comprennent sept membres, cet organisme est chargé de veiller à la stabilité financière en France et de définir la politique macroprudentielle qu'il convient de conduire pour limiter les risques.